

## INTRODUCTION

A un moment crucial du présent et de l'avenir, nous exposons ici les fruits de la réflexion de BATASUNA.

Ce document retrace le chemin parcouru ces 25 dernières années et relève des observations quant à la situation actuelle.

BATASUNA, l'expression publique et plurielle de la gauche abertzale, déduit de cette analyse une priorité : bâtir un processus de paix, dépasser la situation de confrontation politique et armée dans notre pays.

BATASUNA prend donc la responsabilité d'engager et de régulariser un processus pour une paix durable en Pays Basque.

## 1.-EVALUATION POLITIQUE (1977-2004)

### **1.1.-Négation, imposition et division**

Divisé en différentes entités politiques et administratives, le Pays Basque représente un pays nié depuis longtemps.

Les Basques revendiquent depuis la Révolution Française la reconnaissance institutionnelle du Labourd, de la Basse Navarre et de la Soule, alors que l'Etat jacobin s'exerce dans le même temps à méconnaître et mépriser le Pays Basque.

Dans les quatre autres provinces, les héritiers du franquisme dessinèrent le statut constitutionnel et autonome. La constitution s'institua contre la volonté de notre peuple ; le réaménagement du statut foral de la Navarre ne fut même pas voté ; le statut autonome reçut un faible soutien.

La gauche abertzale refuse catégoriquement cette main mise porteuse de négation et de division. Malgré l'annonce de sa disparition par ses détracteurs, la gauche abertzale poursuit de longue date son travail et son combat.

La difficulté marque les premières années de la réforme du franquisme. Outre sa capacité de résistance et sa combativité, la gauche abertzale s'implique dans la résolution du conflit avec par exemple, l'Alternative KAS et les discussions d'Alger.

### **1.2.- Crise de 1992. Fin de la stratégie de négociation**

La gauche abertzale connaît il y a dix ans une crise importante notamment causée par un blocage dans la stratégie de négociation avec les Etats. La rupture des négociations d'Alger fait place à la confusion. Profitant de cette opportunité, l'Etat espagnol simule une tentative de négociation et s'efforce de conduire la gauche abertzale à sa perte.

A cette époque, le gouvernement espagnol du Parti socialiste espagnol (PSOE) reçoit le soutien du gouvernement autonome dirigé par Ardanza. Dans l'ombre du Pacte Ajuria Enea,

le PNV (le parti nationaliste basque) offre le soutien –politique et social- nécessaire à l’Etat espagnol pour sa contre-offensive policière.

La dispersion des prisonnier(e)s, les attaques incessantes contre Herri Batasuna, la marginalisation médiatique, le coup de filet de Bidart y ont fait suite. Tout moyen était légitime pour anéantir la gauche abertzale.

### **1.3.- Réorganisation de la gauche abertzale. Décisions fondamentales (1994)**

Ni les stratèges de l’Etat espagnol, ni les défenseurs de Ajuria Enea n’avaient prévu la capacité de réorganisation tactique et stratégique de la gauche abertzale.

A l’heure du doute et de la répression, la gauche abertzale se plonge dans une réflexion pour un renouvellement profond de sa stratégie politique.

Malgré les difficultés apparentes, la gauche abertzale a gardé confiance en elle. Par un travail honnête et sérieux, notre projet de gauche pour l’indépendance a pénétré de larges secteurs de la société. La stratégie devait s’adapter à la nouvelle réalité du Pays Basque ainsi qu’à celle des Etats français et espagnol.

La réorganisation stratégique supposait trois décisions fondamentales :

a.- Remplacer une stratégie dictée par la division (d’abord le Sud et après le Nord du Pays Basque) par une stratégie nationale composée de réalités diverses.

Progressivement la gauche abertzale et ses composantes sont devenues organisation nationale. La structure militante s’est diffusée par son travail sur tous les territoires du Pays Basque.

b.- Ne plus attendre le jour magique, résultat de la négociation entre ETA et l’Etat espagnol, adopter une stratégie de construction du Pays Basque. La stratégie nationale permettrait le travail militant dans les secteurs stratégiques, pour atténuer les effets des politiques étatiques tout d’abord (déindustrialisation, situation de l’euskara et de l’éducation...) et démontrer ensuite clairement à notre pays les limites juridiques et politiques du cadre autonome.

La proposition de résolution du conflit ne représente ni une blague ni un exercice de haut vol politique. La survie du Pays Basque en dépend.

L’euskara, l’économie, les structures éducatives, les médias... nécessitaient un autre cadre. La gauche abertzale souhaitait faire prendre conscience à ces secteurs de ce besoin de changement. Faire prendre conscience de la division et du défaut de souveraineté était la seule voie pour garantir la survie comme communauté nationale autonome.

c.- La gauche abertzale est passée d’une stratégie de pure négociation à une stratégie de construction nationale, de l’alternative KAS à l’Alternative Démocratique. La nécessité d’un processus démocratique national ouvert à tous les secteurs sociaux, culturels et politiques s’est accentuée.

L’ambition du processus résidait dans la réalisation de la volonté du peuple. L’interlocution avec les Etats français et espagnol appartient par conséquent à notre pays, notre nation.

Les gouvernements se devaient donc d'accepter la volonté des citoyen(n)es et de respecter le résultat d'un processus pacifique et démocratique. Malheureusement, le gouvernement espagnol s'évertua dans la criminalisation de la proposition de l'Alternative Démocratique et emprisona le Bureau Politique de Herri Batasuna. Ces manoeuvres ne changeront en rien l'orientation choisie qui se révélera par ailleurs très efficace.

#### **1.4.- 1998 : fin de l'autonomie. Acquis de la stratégie renouvelée**

Lizarra Garazi fut la tentative d'amorce du processus imaginé par l'Alternative Démocratique.

Cette situation a occasionné des conséquences indélébiles pour notre pays. Le climat d'alors confirme l'inefficacité de la division et du statut autonome pour résoudre nos problèmes politiques, économiques et culturels.

Le travail de construction nationale et sociale a permis l'organisation de la masse critique nécessaire au changement : au niveau syndical (travail en commun entre LAB et ELA), linguistique (Dynamique du Conseil de la Langue et Accord Bai Euskarari), éducatif (Université Basque) et sportif (ESAIT et lutte pour les sélections nationales).

Par cette stratégie nationale, la carte de notre pays comprend plus que jamais ses sept provinces. La création d'Udalbiltza représente le pas le plus important de cette démarche.

A ce moment, les efforts et les possibilités pour une interlocution démocratique nationale avec les Etats se confirmèrent. Les acteurs de Lizarra Garazi étaient chargés de diriger un processus de négociation portant sur les intérêts nationaux avec les Etats. Le principe de base étant : la parole et la décision appartiennent au peuple.

Des conséquences négatives existent aussi. Malgré la haute responsabilité du PNV et de EA (Eusko Alkartasuna) lors de la fin de la trêve, la gauche abertzale en paie le prix fort. Aux mauvais résultats des élections de 2001 se sont ajoutées les difficultés de la fin du processus de Batasuna (division de Aralar et la non-adhésion de la totalité d'Abertzaleen Batasuna). La gauche abertzale a connu une crise importante et par conséquent a vu sa capacité d'intervention politique limitée pendant un certain temps.

#### **1.5 Réponse de l'Etat espagnol : répression et illégalisation**

Le processus de 1998 causa une situation d'alerte de différents degrés dans les deux Etats.

L'Etat espagnol comprend dès le début la portée de ce processus : l'échec du schéma lié à la transition. Le projet "Espagne" est mis en péril. La problématique sociale et politique récurrente "qu'est-ce que l'Espagne?" est de nouveau d'actualité.

Dans ce contexte, l'Etat espagnol aggrave son oppression par l'illégalisation des organisations de la gauche abertzale, et institutionnalise une situation d'exception et d'apartheid politique pour des milliers de personnes.

Deux ans après ces illégalisations, malgré les difficultés évidentes de l'apartheid politique, la gauche abertzale peut estimer avoir déjoué cette manoeuvre. La gauche abertzale a vaincu cette stratégie répressive.

Profitant de l'occasion, le PNV présente le plan Ibarretxe pour dévoyer le débat généralisé sur la crise du cadre politique et tente d'affaiblir Batasuna illégalisée.

Le PNV est conscient qu'après 25 ans il ne peut assumer de revendiquer le statut autonome. Il présente alors un autre statut dans un texte doté d'un préambule résumant les principes de base de la gauche abertzale (le Pays Basque, autodétermination et consultation populaire).

### **1.6 Réponse de l'Etat français : mépris**

Le défi de l'édification de la stratégie nationale coïncida avec un essor politique et social en Soule, Basse-Navarre et Labourd.

Les revendications en faveur du département, de l'officialisation du basque, de l'université et de la Chambre d'Agriculture ébranlent le statut politique dans les trois provinces.

Un besoin d'institutionnalisation spécifique tout comme de rattachement à l'ensemble du Pays Basque semble de plus en plus évident.

Aussi, dans son action répressive, l'Etat français devient acteur direct et non plus simple collaborateur.

Le mépris quant aux différentes revendications basques caractérise le comportement de l'Etat français.

## **2- Analyse de la situation actuelle : l'époque d'un changement politique**

Trois facteurs majeurs caractérisent la situation actuelle en Pays Basque :

### **2.1 Crise des différents statuts politiques dans tout le Pays Basque**

Malgré une différence d'intensité, cette crise accentue l'épuisement des schémas étatiques actuels tant au niveau espagnol que français.

Pour l'Etat espagnol, la réforme de la Constitution et le modèle autonome à venir sont sujets de débat. Ces discussions trouvent leur source dans l'échec du cadre de la transition et dans le processus de récupération par le Pays Basque de son droit d'expression et de décision.

A titre de motif, des excuses seront invoquées –l'Europe, l'héritage de la monarchie- pour faire croire en une suite naturelle du débat de la constitution de 1978.

Il s'agit de dissimuler la victoire de la gauche abertzale et du Pays Basque, précédent dangereux pour les gestionnaires de l'Etat.

Toute réforme envisagée doit comporter le moindre coût pour les garants des Etats. La gauche abertzale doit donc fermement se conformer à sa stratégie et clairement désigner la clé de voûte du conflit : la solution réside dans l'acceptation du droit à l'autodétermination du Pays Basque.

A un autre niveau, l'Etat français connaît aussi un débat sur l'aménagement politique.

La décentralisation, les Accords de Matignon relatifs à la Corse ou les référendums et les diverses revendications dont font l'objet les anciennes colonies attestent de ce climat de débat. La demande d'un changement politique se généralise donc sur le territoire basque sous administration française.

## **2.2 Débat relatif à l'avenir du Pays Basque : florilège de propositions**

Les différentes propositions présentes préconisent un changement de statut politique : département, institution spécifique, fédéralisme, statut de libre association, indépendance...

Opportunistes, les Etats et les forces politiques multiplient les propositions de réforme.

Jusqu'à présent, seule la gauche abertzale revendiquait le besoin d'un changement profond du cadre politique. Aujourd'hui les partisans du statut autonome et de la division territoriale se calent sur une nouvelle situation suggérée par le combat de la gauche abertzale.

Au-delà d'un débat sur le contenu de chaque proposition, une lecture politique de fond s'impose : personne ni même le PSOE ne défend le maintien du statut actuel. Les plus fervents défenseurs de la République ne peuvent avaliser le mépris dont font l'objet les revendications du Pays Basque.

En conclusion, la gauche abertzale peut se rendre compte de sa victoire politique.

## **2.3 Consultation populaire, axe du débat politique**

Pour légitimer un cadre politique présent ou avenir, la consultation populaire constitue un principe fondamental.

Cette revendication récurrente de la gauche abertzale représente la clé pour l'avenir proche du Pays Basque.

Seuls les citoyen(n)es basques doivent décider de leur présent et de leur avenir.

## **3. La paix maintenant, une priorité**

La situation actuelle crée de nouvelles conditions concernant la résolution du conflit.

Les efforts pour la résolution répondent à la volonté des citoyen(n)es basques.

Malgré les obstacles au processus de paix occasionnés par les directions des partis politiques, l'ensemble de l'électorat basque est favorable à la résolution du conflit.

En conséquence, le passage du conflit politique et armé de la rue vers la table de discussion relève de la responsabilité de la gauche abertzale.

Chacun devrait faciliter cette démarche. Batasuna réitère son engagement à investir ses moyens en ce sens.

Tous les statuts antérieurs ont été sources éternelles de conflit. Seuls un accord et la reconnaissance de tous les droits permettraient le changement politique et la paix.

Il s'agit de privilégier les nouvelles formules aux anciennes recettes. Le dialogue représente le vecteur de ce travail.

L'accord conclu entre les acteurs basques instaurera un nouveau statut politique. L'efficacité de l'accord suppose la consultation des citoyen(n)es et le respect multilatéral du résultat de ce référendum.

Batasuna exprime sa disposition concernant ce processus.

Batasuna rappelle que personne ne détient la vérité absolue, que l'accord futur sera l'oeuvre de tous, et que des concessions réciproques seront indispensables.

4. Les fondements de la résolution du conflit : dialogue et accord.
---

#### **4.1 Nécessité d'un processus de dialogue pour la résolution du conflit**

Les efforts pour la résolution du conflit se concrétisent par la nature d'un processus aux yeux de Batasuna. Il ne s'agit pas d'une résolution opérée du jour au lendemain, il n'y a pas de raccourci. La construction de la paix suppose un processus entier, global, multilatéral, sans hâte, avec sérieux.

#### **4.2 La finalité du processus de dialogue**

Il s'agit d'aboutir par le dépassement du conflit politique et armé au respect des droits des basques.

5. Les engagements de Batasuna au regard du processus de dialogue, pour la résolution du conflit
--

Pour Batasuna, la résolution démocratique et négociée du conflit suppose la discussion. Néanmoins le dialogue implique des obligations.

BAatasuna se montre disposé à respecter les obligations suivantes et invitent les autres acteurs à en faire de même :

1. Aller à la racine du conflit, trouver une solution démocratique à chaque source du conflit.
2. Tout citoyen a droit d'être concerté ; donc n'importe quel statut envisageable doit recueillir l'aval des citoyens : nous respecterons leur parole.
3. Engagement pour un déroulement démocratique et pacifique de cette consultation.
4. L'accord à conclure requiert, compte tenu de l'Histoire et de la réalité du Pays Basque, la fidélité de tous les citoyens.
5. Gérer les différences démocratiquement et pacifiquement au-delà de toute imposition.

6. L'engagement pour permettre l'effectivité de tous les projets politiques sans restriction, exclusivement par la voie politique et démocratique.

7. Ratifier la déclaration universelle des droits de l'Homme et le pacte des droits civils, politiques et économiques dans le futur cadre du Pays Basque.

6. Résolution du conflit fondée sur deux accords.
---

Batasuna propose deux accords relatifs à la résolution du conflit :

6.1 Accords entre les acteurs du Pays Basque

L'objet de l'accord entre les acteurs basques :

- Partant de la réalité actuelle, définir le cheminement pour aboutir à une situation permettant n'importe quelle structuration choisie librement et démocratiquement par les basques.

- L'accord des acteurs basques devra nécessairement recevoir l'aval des citoyen(n)es basques.

- Les signataires basques constitueraient l'interlocution du Pays Basque, compétente pour la négociation relative au respect de l'accord par les Etats.

6.2 Accord entre ETA et les Etats français et espagnol

L'objet de l'accord entre ETA et les Etats français et espagnol :

- démilitarisation
- prisonnier(e)s et réfugiés
- victimes